

JORDANIE

Dans un contexte de conjoncture régionale difficile, l'économie de la Jordanie reste morose, bien qu'elle enregistre une modeste reprise en 2017, à la faveur de l'augmentation de l'activité touristique et de l'exploitation de mines et de carrières. Cette morosité vient pourtant s'ajouter à l'incertitude persistante concernant les crises en Syrie et en Iraq et la durée du ralentissement dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) d'une part, et la lenteur du rythme des réformes structurelles de l'autre.

Évolutions récentes

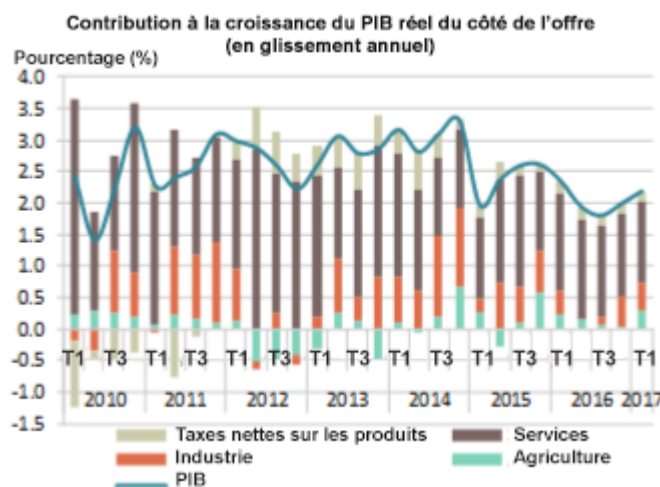
La croissance du PIB réel en 2017 devrait être de 2,3 %, soit une timide augmentation de 0,3 point de pourcentage par rapport au taux de 2016. Les services ont continué d'être le principal moteur de la croissance du PIB en 2017 (graphique 1), propulsé par de bons résultats dans le secteur du tourisme, qui a affiché une croissance à deux chiffres des recettes et des arrivées au premier semestre. Le secteur du tourisme a plus que compensé le ralentissement de l'activité économique dans les pays du CCG en attirant des visiteurs d'autres régions du monde, en particulier l'Asie. Le secteur industriel de la Jordanie regagne de l'élan grâce au redressement de l'exploitation des mines et des carrières, qui a progressé de 14,7 % au premier trimestre de 2017 (T1-2017), alors qu'elle s'était contractée de 8,4 %, en glissement annuel, au premier trimestre de 2015. En raison de ces évolutions et d'une hausse des prix de la potasse, les exportations nettes de biens et de services devraient tirer la croissance du PIB du côté de la demande, comme en 2016. D'un point de vue structurel, si l'industrie représente un quart du PIB, elle constitue la principale source de la solidité de la croissance du PIB.

En 2017, la situation budgétaire de la Jordanie devrait s'améliorer par suite des mesures d'assainissement des finances publiques prises par le gouvernement en application du programme du Fonds monétaire international. Le rétrécissement

des déséquilibres budgétaires devrait néanmoins se concrétiser à un rythme plus lent que prévu initialement dans le cadre du programme, du fait de la faiblesse de la croissance économique. Le déficit budgétaire global prévu, hors dons (dons compris), restera largement inchangé par rapport aux niveaux de 2016, à 6 (3,3) % du PIB. Sur le plan extérieur, malgré une facture énergétique plus élevée des importations d'énergie, qui reflète la hausse des cours mondiaux du pétrole, le gros déficit du compte courant devrait se réduire grâce à la croissance du tourisme principalement.

La politique monétaire de la Jordanie continue de cibler l'arrimage du taux de change du dinar jordanien au dollar, la Banque centrale de Jordanie (BCJ) ayant relevé les taux d'intérêt à quatre reprises depuis décembre 2016 – une fois de 50 points de base et trois fois de 25 points de base chacune – dans une tentative de maintenir une prime de risque attrayante par rapport aux taux du Conseil de la Réserve fédérale (FED). La baisse des entrées de devises, la pression sur le marché des changes et l'augmentation des taux de dollarisation pèsent toutes sur les réserves de change de la banque centrale, qui ont diminué pour s'établir à 11,2 milliards de dollars en fin juillet (couvrant 7,2 mois d'importations, hors réexportations). Pendant ce temps, après une période déflationniste de deux ans, les principaux prix à la consommation ont rebondi parallèlement au redressement des prix du pétrole et des denrées alimentaires au niveau mondial. Le taux d'inflation moyen pour la période allant de janvier à juillet 2017 a atteint 3,4 %.

GRAPHIQUE 1 Jordanie / La croissance, quoiqu'atone, est alimentée par un éventail de secteurs du côté de l'offre



Sources : Direction de la statistique et calculs des services de la Banque mondiale.

Si la croissance économique est faiblement équilibrée, le marché du travail quant à lui fait face à un stress important. Au premier trimestre de 2017, le taux de chômage était de 18,2 % en moyenne, alors que la participation au marché travail était de 40,5 % en moyenne, ces deux chiffres reflétant une grande hétérogénéité entre les hommes et femmes (graphique 2), puisque la participation de la main-d'œuvre féminine en Jordanie est nettement inférieure aux moyennes de la région MENA et des autres régions.

Perspectives

La situation de référence de la Jordanie devrait rester sensiblement affectée par les événements régionaux en Iraq et en Syrie et par le ralentissement de la performance économique du CCG. Si le rythme des réformes économiques reste lent, la reprise de l'activité économique ne devrait être que marginale. Les services et les industries devraient continuer de tirer l'économie. Du côté de la demande, la consommation et l'investissement (immobilier) privés devraient reprendre de la vigueur après des périodes de stagnation, et ce malgré les mesures d'austérité monétaire prises par la BCJ et dont les

effets ont été atténués par les recours du gouvernement aux financements extérieurs pour couvrir ses besoins budgétaires. En outre, la réouverture récente (fin août) de la route commerciale de Karameh reliant la Jordanie et l'Iraq devrait avoir un impact positif sur le commerce international, à moyen terme, sous l'effet notamment des retombées du corridor commercial.

Le déficit du compte courant de la Jordanie devrait diminuer progressivement à moyen terme, principalement en raison de la progression des exportations de marchandises et du tourisme, dépassant la croissance des importations du fait de la hausse des importations d'énergie (reflétant la hausse des cours du pétrole). Les transferts courants et les entrées de capitaux devraient demeurer faibles compte tenu de la croissance modérée prévue dans les économies du CCG.

La Jordanie devrait rester dans une logique d'austérité budgétaire et monétaire. L'effort d'assainissement des finances publiques continuera d'être axé sur mesures favorisant l'accroissement des recettes et la réduction des dépenses, comme le gouvernement adhère au programme du FMI. On s'attend également à un durcissement de la politique monétaire pour préserver l'attractivité du dinar jordanien au regard des hausses des taux de

la Réserve fédérale américaine et du soutien en faveur de l'arrimage du taux de change du dinar au dollar.

Risques et défis

Avec des perspectives régionales sombres, des réformes économiques peu vigoureuses et l'adoption de politiques d'austérité budgétaire et monétaire, on peut difficilement entrevoir une reprise forte de la croissance. Bien que la réouverture des routes commerciales avec l'Iraq soit de bon augure pour la consommation et l'investissement, étant donné que l'économie jordanienne est tournée vers l'extérieur et axée sur le soutien des marchés dans le CCG, en Syrie et en Iraq, les conflits violents et le déplacement de populations dans la région continueront d'affecter l'économie. La vulnérabilité macroéconomique à long terme de la Jordanie provient de déséquilibres internes et externes considérables qui génèrent de gros besoins de financement, lesquels sont généralement comblés par l'aide internationale et les transferts venant de la région. La stabilité financière et économique peut se trouver compromise lorsque ces sources de financement s'amenuisent.

TABLEAU 2 Jordanie / Indicateurs des perspectives de la pauvreté au niveau macroéconomique

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	3.1	2.4	2.0	2.3	2.4	2.5
Consommation privée	-2.6	8.5	-0.3	0.1	1.1	1.8
Consommation des administrations publiques	6.5	3.6	8.1	-1.6	0.8	1.3
Formation brute de capital fixe	2.1	-8.0	-7.3	2.2	3.1	4.0
Exportations, biens et services	7.5	-9.0	-2.8	6.7	6.7	4.5
Importations, biens et services	-0.9	-3.0	-7.1	0.7	3.1	3.1
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	3.2	2.6	2.2	2.3	2.3	2.5
Agriculture	7.6	5.0	3.8	1.5	1.5	1.8
Industrie	3.9	2.2	1.0	2.0	2.8	2.7
Services	2.7	2.7	2.6	2.4	2.1	2.5
Inflation (indice des prix à la consommation)	2.9	-0.9	-0.8	3.1	1.9	2.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-7.3	-9.1	-9.3	-8.7	-8.6	-8.5
Compte financier et capital (% du PIB)	4.3	7.3	8.6	8.1	10.1	8.6
Investissements directs étrangers nets (% du PIB)	5.8	4.3	4.0	3.9	3.9	3.8
Solde budgétaire (% du PIB)^{1/}	-9.3	-3.6	-3.2	-3.3	-1.6	-0.5
Dettes (en % du PIB)^{2/}	89.0	93.4	95.1	95.6	94.1	91.8
Solde primaire (% du PIB)^{1/}	-5.7	-0.1	-0.2	0.1	2.1	3.2

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.

Note : e = estimation, p = prévision.

1/ Inclut le déficit budgétaire de 1,5 du PIB en 2018 et de 3 % du PIB en 2019.

2/ Dettes brutes contractées ou garanties par l'État. Inclut les emprunts estimés de l'Autorité jordanienne de l'eau (WAJ) pour 2017-2019.